

Convergences indépendamment du niveau de religiosité

Shana COHEN

L'enquête Anna Lindh/Ipsos a généré des données mettant en corrélation le niveau de religiosité et les affiliations religieuses des populations euro-méditerranéennes avec les attitudes envers les personnes d'autres fois et d'autres cultures, à une époque de volatilité politique et de scepticisme croissant du public envers la diversité. Dans cet article, Shana Cohen se penche sur la relation entre religiosité et ouverture à la diversité des deux côtés de la Méditerranée. L'auteur note dans les réponses à l'enquête une forte association entre l'amélioration des relations interreligieuses et l'État, et conclut en formulant des recommandations d'actions en vue d'obtenir de telles améliorations.

L'enquête Anna Lindh/Ipsos sur les tendances interculturelles, commanditée par la Fondation Anna Lindh et réalisée par Ipsos, a généré des données mettant en corrélation le niveau de religiosité et les affiliations religieuses des populations euro-méditerranéennes avec les attitudes envers les personnes d'autres fois et d'autres cultures, à une époque de volatilité politique et de suspicion croissante du public envers les immigrés et la diversité religieuse.

Les données de l'enquête européenne vont à l'encontre de cette anxiété : les sondés croyants et très croyants montrant souvent une même attitude positive vis-à-vis des rencontres interculturelles que les sondés non croyants (la religiosité a été mesurée sur une échelle de 11 points allant de 0 « pas du tout croyant » à 10 « très croyant »). À des fins d'analyse, les sondés ont été regroupés en trois catégories : « très croyants » (scores de 8 à 10), « modérément croyants » (scores de 3 à 7) et « non croyants » (scores de 0 à 2). Bien que les pays du sud et de l'est de la Méditerranée (SEM) soient, pour la plupart, bien moins divers que les pays européens, les sondés des pays SEM semblent avoir une appréciation comparable de la tolérance et de l'inclusion en tant que valeurs sociales. Ils s'accordent également en grande partie sur la façon dont il faut intervenir pour favoriser la tolérance, à savoir à travers l'éducation et la sphère publique plutôt qu'en restreignant l'expression de la diversité à la sphère privée.

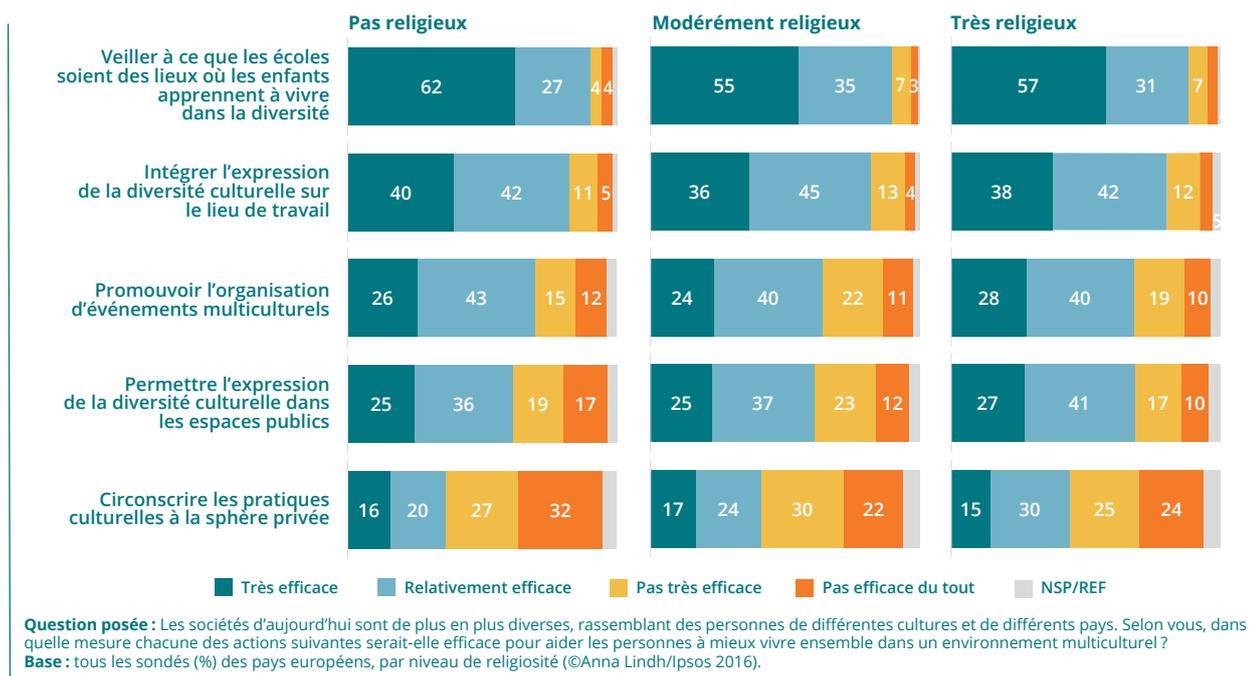
Au-delà du discours public et des opinions politiques, les données contredisent également les analyses politiques de l'intégration en Europe qui tirent la sonnette d'alarme concernant la ségrégation persistante entre les communautés et le manque de cohésion sociale. Le Royaume-Uni n'est pas inclus dans l'enquête, mais le Rapport Casey (2016) sur les facteurs d'échec d'intégration au Royaume-Uni attribue le manque de cohésion sociale à « un niveau élevé d'isolement social et économique dans certains endroits et à des pratiques culturelles et religieuses au sein des communautés qui non seulement freinent la progression d'une partie de

nos citoyens, mais sont aussi contraires aux valeurs et parfois même aux lois britanniques » (Casey, 2016). Pourtant, malgré les signaux d'alarme sur la ségrégation, les données de l'enquête montrent que la majorité des Européens et des citoyens des pays SEM valorise la diversité culturelle et religieuse, 71 % des sondés européens et 72 % des sondés des pays SEM étant tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour dire que la diversité est importante pour la prospérité. Inversement, 62 % des sondés européens ne sont pas d'accord avec l'affirmation selon laquelle la diversité constitue une menace pour la stabilité. De manière peut être prévisible, dans les pays SEM, les personnes ayant une expérience des conflits entre populations de différentes religions ont davantage tendance à voir la diversité comme une menace.

De façon générale, les réponses mettent en lumière un souhait d'un discours plus cohérent axé sur le bien public dans une société diverse, et de politiques publiques encourageant les citoyens de toutes croyances à interagir. Les réponses corroborent donc l'argument de théoriciens et philosophes culturels influents selon lequel le multiculturalisme est devenu trop simplifié comme cadre stratégique. Plutôt que d'assimiler le multiculturalisme en premier lieu à la liberté d'expression, ou plus ordinairement à la capacité pour les traditions culturelles de cohabiter, le concept représente l'affiliation de citoyens de divers horizons aux mêmes processus politiques, aux mêmes droits et aux mêmes institutions. Critiquant les arguments selon lesquels le multiculturalisme nourrit la ségrégation et la division, le philosophe Will Kymlicka écrit : « La clé de la citoyenneté ne consiste pas à supprimer les différences revendiquées, mais à les filtrer et les cadrer par le biais du langage des droits de l'homme, des libertés civiles et de la responsabilité démocratique. C'est ce que tentent de faire les mouvements multiculturalistes » (Kymlicka, 2012). Cette affirmation est confirmée par les données de l'enquête : les sondés de toutes croyances et de toutes fois affirment que les institutions et les organisations qui mettent en œuvre des droits et reflètent des valeurs politiques ont une influence cruciale sur les attitudes et comportements vis-à-vis des autres.

Chart 8.1

Opinions des Européens sur les actions pouvant aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans les environnements multiculturels



Soutenir la diversité en Europe

En Europe, l'accent mis sur les institutions publiques et la vie publique est en contraste par rapport à des opinions distinctives sur les relations personnelles, par exemple le mariage mixte, les relations de voisinage interreligieuses ou les liens d'amitié entre enfants de différentes religions. En réponse à la promotion des attitudes de tolérance, 79 % des sondés européens très croyants et 88 % des sondés non croyants affirment ne pas être dérangés du tout à l'idée que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants d'autres horizons culturels.

En outre, 86 % des sondés non croyants et 75 % des sondés très croyants en Europe ne sont pas dérangés du tout à l'idée d'avoir un voisin d'une autre religion. Constat peut-être plus important concernant les questions sur les relations personnelles et la vie publique : les sondés modérément croyants semblent présenter le niveau le plus bas d'affirmation de la diversité. En l'occurrence, 74 % des sondés modérément croyants ne sont pas du tout dérangés à l'idée d'avoir un voisin d'une autre religion. Les chiffres sont également inférieurs à ceux des deux autres catégories – de peu, cependant – pour ce qui est du mariage mixte et des amitiés à l'école.

De manière générale, les données de l'enquête montrent un niveau élevé de soutien chez les sondés très croyants, modérément croyants et non croyants pour les interventions visant à intégrer la diversité dans la vie publique et les institutions. Chez les sondés européens, l'intervention recueillant le plus de soutien auprès des groupes de personnes croyantes et non croyantes est l'éducation.

Interrogés sur l'efficacité de diverses interventions en vue de soutenir un environnement multiculturel, les sondés très

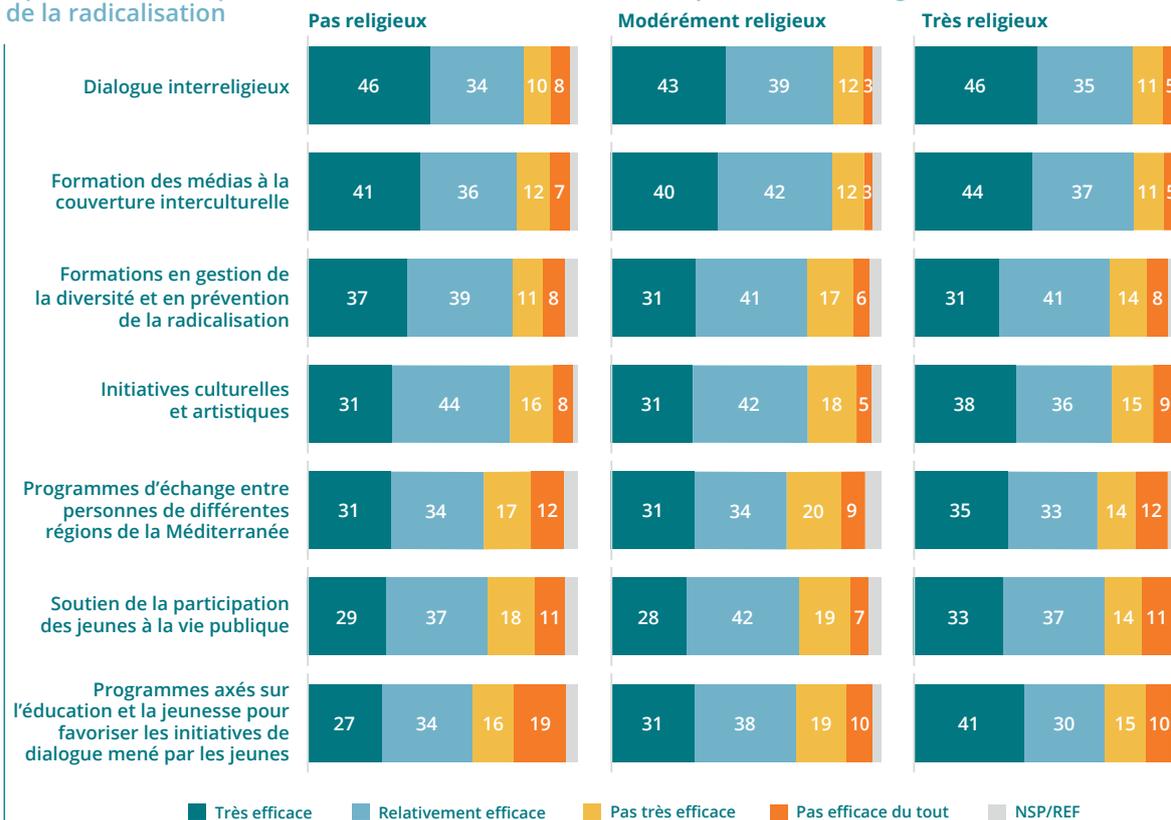
croyants et non croyants estiment que la méthode la plus efficace consiste à enseigner la diversité culturelle dans les écoles. Parmi les sondés européens se déclarant très croyants, 57 % estiment qu'il s'agit d'une méthode très efficace, ce qui est supérieur à ce que recueillent d'autres interventions telles que la diversité culturelle sur le lieu de travail ou dans les espaces publics. Dans le même temps, 62 % des sondés non croyants considèrent l'école comme un lieu d'intervention très efficace, ce qui est à nouveau supérieur à ce que recueillent d'autres interventions. Un pourcentage moindre de sondés très croyants (46 %) estiment que l'éducation pourrait également empêcher la radicalisation, mais ce pourcentage est toujours supérieur à ce que recueillent d'autres interventions telles que les initiatives artistiques et culturelles, qui traitent de problèmes comme les conflits (38 %).

Au-delà de l'éducation, la participation des jeunes à la vie publique est également considérée comme une méthode très efficace de prévention contre la radicalisation chez tous les sondés, quel que soit leur niveau de religiosité. En Europe, 42 % des sondés non croyants et 44 % des sondés très croyants considèrent la participation des jeunes comme très efficace (Graphique 8.1).

La différence minimale entre les sondés qui se déclarent non croyants, modérément croyants ou très croyants suggère un argument plus général en Europe, à savoir que la croyance a moins d'influence que la citoyenneté sur la compréhension du bien public et de la responsabilité de l'État dans la mise en place d'une société cohésive et intégrée. Le pourcentage de personnes très croyantes soutenant l'éducation en Europe est presque le même que le pourcentage de personnes non croyantes (46 %). Autre exemple : 46 % de sondés non croyants, 43 % de sondés modérément croyants et 46 % de

Chart 8.2

Opinions des Européens sur l'efficacité des mécanismes de prévention et de gestion des conflits et de la radicalisation



Question posée : Beaucoup de pays, en Europe et sur les rives sud et est de la Méditerranée, sont confrontés à des problèmes tels que les conflits et la radicalisation. Dans quelle mesure pensez-vous que chacun des mécanismes suivants sera efficace pour prévenir et gérer ces problèmes? **Base :** tous les sondés des pays européens, par niveau de religiosité (©Anna Lindh/Ipsos 2016).

sondés très croyants estiment que les programmes axés sur l'éducation et la jeunesse pour favoriser le dialogue sont très efficaces pour décourager la radicalisation et lutter contre d'autres problèmes (Graphique 8.2).

Religiosité et diversité dans les pays SEM

Dans certains pays SEM, des différences d'opinion négligeables entre sondés croyants et non croyants peuvent refléter l'influence importante de la religion et des valeurs culturelles et sociales qui y sont associées dans la sphère publique et le niveau de diversité en lui-même sur la manière dont est perçue la diversité. En contraste, dans les pays SEM comme Israël et la Palestine, le niveau de religiosité des sondés semble avoir un impact plus clair sur les perceptions des rencontres interculturelles (Graphique 8.3). Cette tension peut être indicative de l'influence politique qu'a la religion dans ces pays, et de même, la politisation de la laïcité. Par exemple, en Algérie, il n'y a pas de différence entre les sondés non croyants et très croyants (73 % pour les deux groupes), qui affirment ne pas être dérangés du tout à l'idée que leurs enfants aillent à l'école avec des enfants d'origines culturelles différentes. En Israël, en revanche, les sondés non croyants (45 %) sont nettement plus tolérants à la mixité scolaire pour leurs enfants que les sondés très religieux (14 %).

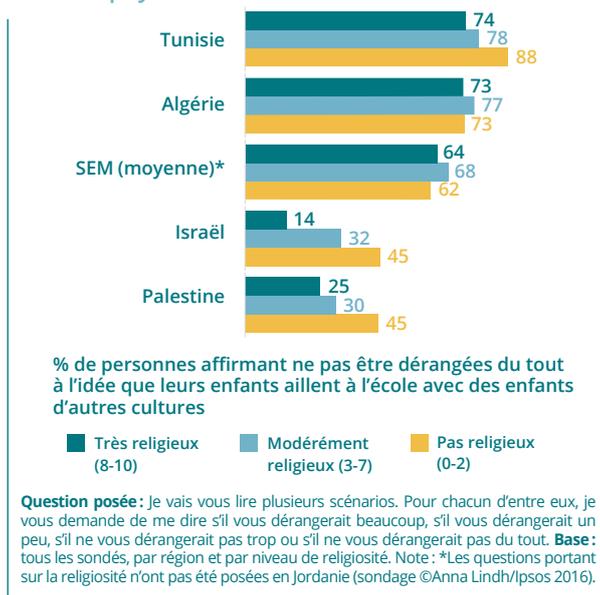
L'importance variable des convictions religieuses et laïques pour la vie publique dans les différents pays SEM semble

être reflétée dans la vision que les sondés de ces pays ont de l'efficacité des différentes interventions visant à favoriser un environnement multiculturel. En Algérie, encore une fois, les sondés croyants et non croyants (75 % et 72 %) expriment des opinions similaires quant à l'efficacité d'interventions telles que l'éducation et le dialogue interreligieux. En Israël, en revanche, 48 % des sondés non croyants estiment que l'éducation est « très efficace » dans la prévention de la radicalisation, mais seulement 26 % des sondés très croyants sont de cet avis. Dans le même temps, la différence importante entre l'Algérie et la Tunisie d'une part, et entre Israël et la Palestine d'autre part, dans leur soutien global aux initiatives de lutte contre la radicalisation, est indicative d'une distinction potentiellement plus profonde. De façon peut être prévisible en raison du conflit, au Moyen-Orient, le niveau de confiance dans le potentiel de l'éducation et du dialogue pour combattre la radicalisation est nettement plus élevé chez les sondés nord-africains.

Assigner à l'État la responsabilité de l'harmonie sociale

Tant dans les pays SEM que dans les pays européens, les sondés marquent une préférence pour l'éducation, le lieu de travail et le voisinage comme cadres d'interaction interculturelle et interreligieuse, plutôt que des cadres plus dirigés, ou le dialogue interreligieux, la formation des médias, les initiatives artistiques et culturelles et

Chart 8.3
Tolérance envers les groupes d'origines culturelles différentes et niveau de religiosité dans les pays SEM



les programmes d'échange. Ces dernières méthodes peuvent tout de même compter sur un soutien, mais moins important que les autres, ce qui indique une fois encore le rôle que doivent assumer, aux yeux des citoyens de toutes croyances et de toutes nationalités, les institutions publiques et les gouvernements pour créer de meilleures relations entre les divers groupes qui composent la société. Par exemple, 81 % des sondés en Europe et 86 % des sondés dans les pays SEM estiment que l'éducation est « très efficace » ou « assez efficace » comme mesure de prévention des conflits et de la radicalisation, et 80 % des sondés européens et 85 % des sondés des pays SEM pensent que la participation des jeunes à la vie publique est « très efficace » ou « assez efficace ».

À l'inverse, les sondés montrent la plus grande réserve vis-à-vis de la restriction des pratiques culturelles à la sphère privée pour aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel. Tant dans les pays européens que dans les pays SEM, les sondés sont nettement moins nombreux à considérer cette option comme efficace par rapport aux autres interventions. Les sondés SEM sont globalement plus favorables à la formation, aux initiatives culturelles et artistiques et au dialogue interreligieux que les sondés européens, mais dans les deux groupes de pays, ces interventions obtiennent un moins bon score que celles explicitement associées aux institutions publiques et à la vie publique. Ainsi, 66 % des sondés européens et 75 % des sondés SEM estiment que la formation à la gestion de la diversité et à la prévention de la radicalisation serait « très efficace » ou « relativement efficace ». S'ils restent élevés, ces pourcentages indiquent une plus forte association entre l'amélioration des relations interreligieuses et l'État.

Actions au-delà du dialogue interreligieux

Que pouvons-nous conclure des données qui puisse servir

à de futures orientations politiques en matière de diversité culturelle et religieuse et à des initiatives concrètes pour surmonter les tensions et favoriser une plus grande compréhension ? L'une des tendances les plus parlantes ressortant des données est peut-être la réponse plus forte à la question sur la tolérance envers les autres cultures, à l'exception du mariage avec une personne d'une autre religion, qu'aux questions sur la prévention des problèmes et le fait d'aider les citoyens à mieux vivre ensemble dans un environnement multiculturel. Tant dans les pays européens que dans les pays SEM, et tant chez les personnes croyantes que chez les non croyants, les sondés réagissent plus favorablement au langage relationnel qu'au langage préventif ou stratégique. Le soutien à l'intervention dans la vie publique suggère également un souhait d'un cadre permettant de meilleures relations sociales.

Pour les décideurs politiques, cela implique que l'investissement dans l'enseignement sur la diversité, les programmes publics visant à rassembler des jeunes de différents horizons, l'élargissement du débat public sur la religion et les croyances, et la mise en œuvre de l'égalité de droits dans les institutions publiques, augmenteront les opportunités d'interaction constructive et, idéalement, encourageront un sentiment d'appartenance et de collectivité dans différents groupes ethniques et religieux. En termes d'initiatives concrètes, les investissements dans des programmes plus spécifiques comme le dialogue interreligieux peuvent être moins productifs, même pour les personnes croyantes. En Europe, les sondés très croyants sont 13 % plus nombreux que les sondés non croyants à penser que le dialogue interreligieux est très efficace, mais le pourcentage reste nettement plus bas que pour l'éducation et le dialogue mené par les jeunes (41 % et 46 % respectivement).

Comme on peut s'y attendre, que ce soit dans les pays couverts par l'enquête ou dans d'autres pays, le dialogue interreligieux est traditionnellement mené par les leaders religieux et les institutions religieuses comme l'Église catholique. Par conséquent, la portée de ce dialogue se limite souvent soit aux membres d'une certaine institution religieuse soit aux personnes croyantes. Pour rassembler les citoyens de toutes religions et de toutes croyances, les données de l'enquête suggèrent que les programmes axés sur la jeunesse et le grand public, comme les événements multiculturels, peuvent produire des résultats plus significatifs en faveur de la tolérance et du respect de la diversité. Ce constat, et les données de l'enquête de manière plus générale, signifie que les gouvernements doivent se montrer plus réfléchis quant aux relations qu'ils veulent favoriser entre les personnes et les groupes de religions et croyances différentes, quant à la manière dont les institutions doivent cultiver la tolérance et améliorer la qualité des relations, et quant à l'effet que la participation à la vie publique doit idéalement avoir sur les valeurs et le comportement individuels et collectifs.

Shana COHEN est directrice de TASC à Dublin et professeure affiliée et chercheuse associée au département de sociologie de l'université de Cambridge.